



POINTS SAILLANTS DU BUDGET 2021

Points saillants budgétaires

- Le budget 2021 prévoit un excédent de fonctionnement de 69 millions de dollars, avec des recettes de 2,192 milliards de dollars et des dépenses totales de 2,124 milliards (2,013 milliards en dépenses des ministères, et 64 millions en contributions aux infrastructures).
- Les recettes devraient rester stables; on prévoit une hausse de 0,8 % en 2021-2022 par rapport aux estimations révisées de 2020-2021 alors que la baisse des revenus autonomes est compensée par les transferts fédéraux.
- Le budget 2021 propose une augmentation des dépenses de 117 millions de dollars par rapport au budget 2020 :
 - 104 millions de dollars pour améliorer les programmes, dont 35 millions pour le Secrétariat de coordination pour la COVID-19 et 14 millions en transferts fédéraux;
 - 26 millions de dollars en nouvelles dépenses;
 - 2 millions de dollars en charges d'amortissement; moins
 - des économies de 15 millions de dollars.
- D'après les perspectives à moyen terme, on prévoit des excédents de fonctionnement dans les quatre années à venir, qui se solderont ultimement par un déficit de fonctionnement.
- Le budget d'immobilisations 2021-2022 se monte à 441 millions de dollars. La plupart des investissements en infrastructures sont destinés au réseau de transport des TNO, et de nombreux projets sont réalisés en partenariat avec le gouvernement fédéral.

Points saillants économiques

- L'économie des TNO devrait reculer de 6,6 % en 2020, principalement en raison des répercussions de la pandémie sur les dépenses des consommateurs, le commerce, la production de diamants, l'investissement des entreprises et le tourisme.
- En 2021, la croissance économique devrait augmenter de 5,8 % avec la reprise de la production diamantaire à la mine Ekati, et l'augmentation des exportations et des investissements en général.



Stratégie budgétaire

- La stratégie budgétaire prévoit l'affectation de 25 millions de dollars pour la réalisation des priorités du mandat de la 19^e Assemblée législative.
- Le GTNO cherchera à obtenir un soutien modulable pour ses priorités communes avec le gouvernement fédéral et collaborera avec les gouvernements autochtones et d'autres gouvernements pour faire avancer les projets.
- Le GTNO établira des plans d'activités à plus long terme (sur quatre ans) et procédera à l'évaluation stratégique des programmes et services actuels pour améliorer la planification budgétaire et déterminer si le gouvernement tire le maximum de chaque dollar qu'il dépense.

Initiatives liées aux recettes

- Le taux d'imposition des petites entreprises passera de 4 à 2 % à compter du 1^{er} janvier 2021.
- Le budget 2021 ne comporte ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts, mais les taux par mille d'impôt foncier et certains frais seront indexés à l'inflation à partir du 1^{er} avril 2021.
- Conformément au Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, la taxe sur le carbone passera à 40 \$ par tonne d'émission de gaz à effet de serre à partir du 1^{er} juillet 2021. Une partie des recettes tirées de cette taxe sera retournée aux entreprises et aux résidents des TNO sous la forme de remises et de compensation du coût de la vie, et l'autre sera investie dans des initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Points saillants sur les dépenses

Programmes sociaux et mieux-être communautaire (63,8 millions de dollars)

- 18,973 millions de dollars pour l'augmentation des dépenses en santé, notamment pour les accords soutenus par le gouvernement fédéral qui concerne les Premières Nations (soins communautaires et à domicile, mieux-être dans le Nord), les éléments concernant les conventions collectives et le prix des services publics à l'Hôpital territorial Stanton.
- 10,737 millions de dollars pour l'augmentation des coûts relatifs aux soins de santé existants, notamment pour les soins médicaux et hospitaliers hors territoire, les déplacements pour raison médicale, les prestations d'assurance-maladie



complémentaires, les services couverts par l'assurance-maladie pour les non-résidents et les fournitures.

- 6,975 millions de dollars pour améliorer les capacités des Services à l'enfance et à la famille.
- 5 millions de dollars pour contribuer au Fonds national de co-investissement pour le logement.
- 4,511 millions de dollars pour le programme des conseillers à l'enfance et à la jeunesse dans les écoles et les collectivités des TNO, notamment pour financer 27 postes et une équipe mobile de santé mentale fournissant des services dans les plus petites collectivités.
- 4,108 millions pour le Programme d'aide au revenu.
- 3,334 millions pour combler le déficit municipal en augmentant la base annuelle de financement des administrations communautaires.
- 1,170 million pour le programme Apprentissage à distance du Nord.
- 1,120 million pour la planification de la main-d'œuvre et des programmes de formation pour travailler dans des centres de soins de longue durée.
- 1,100 million pour le programme Familles en santé.
- 711 000 \$ pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la seconde langue officielle dans le cadre de l'entente entre le Canada et les TNO.
- 615 000 \$ pour agrandir le service de dialyse de Hay River.
- 600 000 \$ pour la revitalisation des langues autochtones.
- 508 000 \$ pour embaucher des conseillers en carrières et en éducation dans les écoles de petites collectivités éloignées.
- 500 000 \$ pour améliorer les espaces dédiés aux services de garde.
- 422 000 \$ pour financer trois nouveaux postes d'officier de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) au détachement de Yellowknife.
- 406 000 \$ pour couvrir l'augmentation des frais des services de soins de longue durée fournis par AVENS – Association communautaire pour les personnes âgées.
- 365 000 \$ pour prolonger le financement temporaire consacré à l'entretien de 12 habitats collectifs locatifs au Collège Aurora à Inuvik.



- 306 000 \$ pour la recherche en vue d'actualiser la *Loi sur l'éducation*.
- 303 000 \$ pour un programme pilote de l'agent de la sécurité communautaire.
- 300 000 \$ pour prolonger le programme de remplacement de réservoirs à combustible qui consiste à proposer des prêts aux propriétaires à faibles revenus afin qu'ils puissent remplacer les réservoirs vieillissants.
- 290 000 \$ pour les soins communautaires et à domicile en vertu de l'Accord de financement entre le Canada et les Territoires du Nord-Ouest sur les Services de soins à domicile et de soins communautaires et en santé mentale et en toxicomanie.
- 280 000 \$ pour prolonger le programme de soutien par les pairs pour les personnes souffrant de troubles de la santé mentale et de problèmes de dépendance.
- 257 000 \$ pour donner suite aux recommandations formulées dans le Rapport 2020 de la Commission sur la rémunération des juges.
- 233 000 \$ pour financer deux nouveaux postes d'officiers du shérif pour les services judiciaires.
- 158 000 \$ pour mettre en œuvre la stratégie de lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu conclue avec le gouvernement du Canada afin d'appuyer la prévention communautaire et le travail des forces de l'ordre face au crime organisé.
- 138 000 \$ pour la prévention des chutes, comme prévu dans l'accord sur le Système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes.
- 123 000 \$ pour le Centre correctionnel du Slave Nord pour faire face à l'augmentation des coûts pour les services aux détenus.
- 109 000 \$ pour couvrir l'augmentation des coûts des refuges d'urgence en raison de l'inflation.
- 99 000 \$ pour le Bureau de l'avocat des enfants.

Croissance de l'emploi et développement économique (12,6 millions)

- 5,1 millions de dollars pour financer l'augmentation des remises liées à la taxe sur le carbone des TNO pour le chauffage, la production d'électricité et les grands émetteurs.
- 2,3 millions pour couvrir la hausse des paiements annuels de la compensation du coût de la vie, qui sont passés à 208 \$ par adulte et 240 \$ par enfant de moins de 18 ans.
- 1 million pour couvrir l'augmentation des comptes individuels des grands émetteurs en raison de l'augmentation de la taxe sur le carbone des TNO.



- 936 000 \$ pour financer la première année d'une nouvelle stratégie en matière de tourisme (Tourisme 2025).
- 400 000 \$ de fonds supplémentaires pour le Programme d'encouragement aux activités minières.
- 400 000 \$ pour réviser et modifier le cadre réglementaire d'inspection des viandes.
- 360 000 \$ pour la mise au point du règlement afférent à la *Loi sur les ressources minérales*.
- 350 000 \$ pour faire avancer les stratégies de développement de l'économie du savoir et pour instaurer des plans de développement économique régionaux.
- 309 000 \$ pour régler les problèmes d'occupation sans autorisation et sans droits fonciers des terres publiques et élaborer un cadre politique qui permettra au GTNO de proposer des modes d'occupation.
- 265 000 \$ pour financer les normes professionnelles des éducateurs (de la prématernelle à la 12^e année) basées sur les compétences et améliorer leurs occasions d'utiliser la technologie en ligne à des fins de collaboration professionnelle.
- 253 000 \$ pour établir de façon permanente un comité et un office d'aménagement territorial du Wek'èezhì.
- 250 000 \$ pour redéfinir le mandat de l'agent de soutien du secteur de la pêche et aider la Coopérative Tu Cho dans le cadre de la Stratégie de revitalisation de la pêche commerciale sur le Grand lac des Esclaves.
- 225 000 \$ pour continuer la mise en œuvre de la Stratégie sur les ressources pétrolières des Territoires du Nord-Ouest.
- 177 000 \$ pour un poste de coordonnateur de l'assurance de la qualité qui vérifiera que les normes d'agrément sont bien respectées au niveau postsecondaire.
- 110 000 \$ pour le programme sur les moyens de subsistance durables.
- 76 000 \$ pour financer un poste saisonnier d'agent de développement touristique à Inuvik.
- 58 000 \$ pour créer un nouvel emploi saisonnier d'agent des parcs à Fort Providence.
- 49 000 \$ pour réaffecter des fonds approuvés au titre de l'accord sur le Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone.



Changement climatique et environnement (2.7 millions de dollars)

- 2,601 millions de dollars pour poursuivre la mise en œuvre du plan d'action 2019-2023 du Cadre stratégique sur le changement climatique 2030 des Territoires du Nord-Ouest.
- 127 000 \$ pour couvrir l'augmentation des contrats d'avions-citernes afin de lutter contre les feux de forêt.

Gouvernance (10,5 millions de dollars)

- 1,8 million de dollars pour les paiements annuels liés à l'entretien de la route toutes saisons de la région des Tłı̄chǫ.
- 1,798 million afin d'ajuster le budget du ministère de l'Infrastructure en raison de l'augmentation des factures d'électricité dans les structures appartenant au GTNO.
- 1,986 million pour couvrir l'augmentation des coûts du Bureau du greffier, des bureaux des titulaires de charges publiques, du Bureau du directeur général des élections et pour financer l'augmentation des indemnités et de la pension des députés, du président adjoint et du président de l'Assemblée législative.
- 1,406 million pour les paiements au titre du programme de Subventions tenant lieu d'impôts fonciers générés par la nouvelle valeur établie d'actifs du gouvernement.
- 1,195 million pour l'augmentation des frais d'entretien de la route Dempster (route 8).
- 774 000 \$ pour prendre en compte l'augmentation de la provision pour moins-value (prêts étudiants irrécouvrables) du Fonds renouvelable pour les prêts aux étudiants.
- 631 000 \$ pour créer un service consacré à l'équité des genres qui facilitera la mise en œuvre d'une analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) à l'échelle du gouvernement.
- 222 000 \$ pour embaucher deux coordonnateurs des dossiers scolaires afin de répondre à l'augmentation des demandes relatives au recours collectif des externats indiens fédéraux.
- 199 000 \$ pour financer une subvention supplémentaire en vertu de l'Accord de financement du gouvernement Got'ı̄ne de Délı̄ne.
- 151 000 \$ pour ouvrir un poste d'agent de santé et de sécurité au travail à Inuvik qui sera chargé de faire respecter les exigences réglementaires de la *Loi sur la sécurité*.
- 116 000 \$ pour financer des postes à mi-temps de coordonnateur des services et communications en français qui travailleront pour le ministère de l'Industrie, du



Tourisme et de l'Investissement et le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles.

- 100 000 \$ pour couvrir la hausse des intérêts sur la dette du pont de Deh Cho.
- 83 000 \$ pour couvrir l'augmentation des coûts des services d'eau et d'égout liés aux traversiers Lafferty et N'Dulee.